

COMMISSION EUROPÉENNE  
DIRECTION GÉNÉRALE PARTENARIATS INTERNATIONAUX

SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE



Le directeur général



Secrétaire général

**Plan d'Action sur l'Égalité entre les Hommes et les Femmes GAP III — 2021-2025**  
**Plan de mise en œuvre au niveau national — CLIP<sup>1</sup> [Mauritanie]**

**1. Contexte de l'action de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de l'autonomisation des femmes dans le pays**

La Mauritanie s'est engagée en faveur de l'égalité des sexes et le pays dispose de cadres juridiques et de mécanismes pour la promotion des droits des femmes : les conventions internationales signées par la Mauritanie, le cadre juridique national et les mécanismes institutionnels de promotion des droits des femmes. Néanmoins, il reste encore des défis à relever en matière d'harmonisation de la législation et dans l'opérationnalisation de ces mécanismes, ainsi que des obstacles socioculturels, institutionnels et politiques qui empêchent les avancées nécessaires sur certaines questions liées au genre.

Au niveau socioculturel, peuvent être cités le faible accès à l'information relative à l'égalité des sexes, les préjugés sociaux, l'analphabétisme, ou l'ignorance des droits conférés par la loi.

Au niveau institutionnel, peuvent être cités une insuffisante prise en compte de la dimension genre dans les différents secteurs et des investissements très limités, en lien avec la rareté des ressources humaines qualifiées dans cette thématique et avec les difficultés de coordination et de dialogue sur les questions de genre au niveau national.

Quant au niveau politique, peuvent être cités les perceptions négatives par rapport à la participation des femmes en politique et une insuffisante sensibilisation à l'égalité des sexes pour contrer ces perceptions, ce qui se traduit dans une forte résistance des partis politiques à l'investiture des femmes<sup>2</sup> et dans le non-respect des quotas légalement établis.

Il faut également noter qu'en Mauritanie on retrouve des inégalités entre les hommes et les femmes dans toutes les communautés même s'il y a quelques nuances entre celles-ci.

Parmi les principaux défis à relever en matière d'égalité de genre, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a identifié dans son rapport 2020-2021 les points suivants:

- La persistance des mutilations génitales féminines ;
- La recrudescence du viol des filles mineures ;

<sup>1</sup> Acronyme anglais pour « *Country Level Implementation Plan* »

<sup>2</sup> Rapport final Evaluation Intervention Egalité Genre PNUD, mars 2020

- La non adoption du projet de loi sur les violences à l'égard des femmes et des filles;
- L'absence de mention explicite des droits de la femme vivant avec un handicap, doublement discriminée, dans la Stratégie Nationale de Promotion Féminine et la Politique Nationale de la Famille ;
- La faible représentativité des femmes dans les institutions parlementaires, régionales et municipales ;
- L'absence de données fiables et actualisées sur l'égalité hommes-femmes qui rend délicat le suivi des progrès en matière de réduction des inégalités de genre

Les droits et l'égalité entre les femmes et les hommes constituent une des priorités des politiques et programmes poursuivis par l'Union européenne en Mauritanie. Le processus inclut la communication, l'information et la sensibilisation publique adaptée dans le cadre de l'ensemble de la politique extérieure, des actions ciblées dans des domaines prioritaires de son partenariat au développement et la prise en compte de la question du genre au niveau du dialogue politique. L'Union européenne est déterminée à offrir aux femmes et aux filles un accès égal aux services de santé, à l'éducation et à l'autonomisation économique ainsi que des possibilités de dessiner leur propre avenir.

Un axe d'action clé en Mauritanie est l'accompagnement dans une approche intégrée et élargie de la dimension de genre, promue par la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée, qui couvre la réduction des disparités de genre pour que toutes les actions visant au renforcement du capital humain, garantissent comme résultat une prospérité partagée aussi entre les hommes et les femmes.

La Délégation de l'Union européenne a organisé des actions importantes de visibilité, notamment pour la sensibilisation à la lutte contre les violences faites aux femmes dont l'excision. De nombreuses manifestations soutenues par l'Union européenne ont rappelé le chemin à parcourir pour créer les conditions favorables à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à leur pleine participation sur un pied d'égalité au développement social, tout en poursuivant un dialogue constructif et un partenariat fructueux avec l'Etat mauritanien.

La Délégation de l'Union européenne participe également à différentes actions et consultations sur les questions de droits humains avec les Etats membres et la Société Civile, poursuit un dialogue régulier avec les instances de gouvernance et différents opérateurs du G5 y inclue la Plateforme des Femmes du G5 Sahel, tout en réitérant les enjeux liés au genre et aux femmes/enfants. Au cours des réunions périodiques des Chefs de Mission, l'Union européenne et les Etats membres interviennent de concert et systématiquement pour promouvoir la dimension de genre en Mauritanie, et garantir une vision stratégique commune pour aborder le sujet en Mauritanie.

Afin de soutenir la mise en œuvre des objectifs du GAP III, l'Union européenne en Mauritanie a fait le choix de mettre à jour son analyse genre réalisée pour la première fois en 2017. L'essentiel du contexte et la plupart des constats de l'analyse réalisée en 2017 restent d'actualité, mais ce travail a permis, d'une part de donner des informations utiles à l'Union européenne et à ses États membres pour soutenir la mise en place du plan national de mise en œuvre du GAP III et l'intégration de ses objectifs et cibles dans les exercices de programmation.

D'autre part, elle pourra aider le gouvernement à améliorer la formulation des politiques et des actions de développement, sensibles au genre en se concentrant sur les ODD : 3) sur la santé et le bien-être (accès à la santé sexuelle et reproductive), 5) parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles et 16) promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives (la réduction de toutes formes de violences). Elle a également permis d'élaborer des propositions et des recommandations pour l'intégration de l'approche genre dans cinq domaines d'engagements du pilier 3.

L'exercice s'est fait de façon participative avec les États membres qui ont collaboré pour certains à travers un appui direct de leurs projets, par exemple l'Espagne avec son projet d'appui à la mise en place de l'Observatoire d'égalité de genre à l'Université de Nouakchott. En effet, six étudiants/es chercheurs /es de l'Observatoire ont participé à l'analyse en mettant à jour la cartographie des actions genre des États membres.

En interne à la Délégation de l'UE (DUE), un exercice de réflexion sur l'intégration du genre dans les différents domaines d'intervention de l'UE a été fait par les chargé(e)s de programme. Il leur a été demandé de mettre à jour les informations dans leurs domaines d'intervention respectifs et d'émettre des recommandations pour une meilleure prise en compte du genre dans leurs projets. Enfin, l'analyse a été complétée par une revue documentaire poussée.

## **2. Domaines thématiques d'engagement et objectifs sélectionnés**

Cinq domaines d'engagement ont été sélectionnés par l'Union européenne en Mauritanie et ses États membres en vue d'atteindre les objectifs du GAP III, un choix motivé par les constats suivants de l'analyse de l'égalité du Genre.

- i. **Les violences à l'égard des femmes** persistent en Mauritanie. Elles portent atteinte à la dignité des femmes et sont contraires à la législation nationale et internationale. Dans ce contexte, on peut mentionner la pratique des mutilations génitales féminines qui ont un taux de prévalence de 70% chez les 15-49 ans<sup>3</sup>, des violences domestiques et les violences sexuelles avec un taux de prévalence de 10,9%<sup>4</sup>. Bien que le gouvernement ait mis l'accent sur la pénalisation de plusieurs pratiques en renforçant régulièrement la législation nationale, force est de constater qu'il n'y a pas encore de mécanisme solide pour la détection, la poursuite et la punition effective de ces violences, ni pour la prise en charge intégrale des victimes de ces violences.
- ii. En ce qui concerne **la santé et les droits sexuels et reproductifs**, entre 2009 et 2019, le taux de mortalité maternelle était de 602 pour 100.000 naissances vivantes. La Mauritanie a des taux de mortalité et de morbidité mère-enfant parmi les plus élevés d'Afrique. Malgré les progrès enregistrés par le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR) du Ministère de la Santé, beaucoup de femmes enceintes doutent de la qualité des soins prodigués dans les établissements de santé et s'abstiennent de toute consultation de suivi de leur grossesse.

---

<sup>3</sup> Pourcentage de femmes de 15-49 excisées selon certaines caractéristiques socioéconomique, EDS-Mauritanie

<sup>4</sup> Indice de genre en Afrique 2019 - Rapport méthodologique & statistique

- iii. En ce qui concerne **les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes**, le revenu de celles-ci est estimé inférieur de moitié à celui des hommes et le taux de chômage des femmes est plus élevé (13 %) que celui des hommes (9 %)<sup>5</sup>. Selon l'Office National de la Statistique (2017), les femmes actives occupées représentent 38,5% de la population active occupée. Si on ne prend pas en considération les occupations non rémunérées, le taux d'occupation des femmes (femmes occupées par rapport aux femmes en âge de travailler) est de 24,5 %, largement inférieur à celui des hommes (53,1%).
- iv. Sur **l'égalité de participation et le leadership**, la Mauritanie est placée dans la catégorie des pays avec des niveaux de discrimination élevés, bien qu'un quota de 20% de femmes sur les listes électorales ait été introduit après le coup d'état militaire de 2005.
- v. Sur les possibilités offertes par **la transition verte et la transformation numérique, les femmes** ne sont pas très souvent associées à la recherche des solutions à ces problématiques, à cause des obstacles liés aux us et coutumes largement perpétués dans les différentes communautés du pays, et aussi à un manque de politiques pour soutenir le rôle des femmes en tant qu'actrices de développement du pays. A titre d'exemple, les femmes représentent toujours une faible proportion de propriétaires fonciers qui s'élevait déjà à moins de 10% des propriétaires fonciers enregistrés en 2015, et ce malgré le rôle fondamental qu'elles jouent en tant que force de travail agricole. **Sur la question des femmes, les médias et le numérique**, d'une part l'accès des femmes mauritaniennes aux médias est freiné par certaines difficultés comme le taux élevé de femmes analphabètes, un nombre réduit de radios communautaires et de moyens de communications accessibles en zones rurales, et d'autre part les femmes mauritaniennes bénéficient moins que les hommes des avantages des technologies numériques ; elles sont souvent consommatrices et ne sont pas considérées comme des acteurs. Elles utilisent les TIC dans un cadre social et personnel, alors que les hommes investissent les champs professionnels et citoyens.

### 3. Action (s) ciblée (s) en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes

L'Union européenne en Mauritanie et les États membres ont choisi un certain nombre d'objectifs et actions concrètes suivant les cinq domaines d'engagements du GAP III précités.

- i. Pour garantir **l'absence de toute forme de violence** à l'égard des jeunes et des femmes, six objectifs ont été visé à travers les actions de l'UE et des EM existantes ou futures :
  - Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, sont des *acteurs du changement* en ce qui concerne les normes sociales discriminatoires, les stéréotypes de genre et les facteurs de conflit liés au genre ;

---

<sup>5</sup> Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2020, <https://www.weforum.org/reports/gender-gap-2020-report-100-years-pay-equality>

- Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, qui subissent des violences à caractère sexiste, ont un *accès accru aux services essentiels* ;
- Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, victimes de la traite à des fins d'exploitation et d'abus, ont amélioré *l'accès à des services adéquats et de qualité pour l'intégration socio-économique et le soutien psychosocial* ;
- Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, *sont mieux protégés contre les violences sexuelles et sexistes* dans les situations de crise fragile et humanitaire ;
- Les organisations de défense des droits des femmes, les mouvements sociaux et d'autres organisations de la société civile *influent sur la lutte contre la violence à caractère sexiste* ;
- *Des données de qualité, ventilées et comparables au niveau mondial* sur les différentes formes de violence sexiste et de pratiques préjudiciables sont de *plus en plus collectées et utilisées* pour étayer les lois, les politiques et les programmes.

Tous ces objectifs sont visés dans différentes actions des programmes et projets de l'Union européenne et des États membres dont:

**UE** - Troisième campagne nationale de communication Alach ça ? sur la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre et le COVID; Projet de prise en charge USPEC Nouakchott et Guidimakha ; projet OIM; projet d'appui au secteur de la santé PASS ;

**AECID** - Projet observatoire égalité de genre ; projet de lutte contre la violence basée sur le genre ; projet droits humains et protection des enfants;

**SCAC** - Cellule de prise en charge des violences basées sur le genre à l'Hôpital mère-enfant ;

**AFD** - Edifis (institutionnalisation d de la question du genre);

**GIZ** - Projet droits humains (PPDH).

- ii. Pour promouvoir la **santé et les droits sexuels et reproductifs**, l'Union européenne en Mauritanie et les États membres visent à assurer *un environnement juridique, politique et sociétal favorable permettant aux femmes et aux filles d'accéder à des soins et à des services de qualité en matière de santé sexuelle et génésique et de protéger leurs droits sexuels et génésiques*.

Les actions suivantes financées par l'UE et les Etats membres permettent d'avancer vers l'atteinte de cet objectif :

**UE** - Troisième campagne nationale de communication Alach ça ? sur la santé sexuelle et reproductive, les violences basées sur le genre et le COVID; projet d'appui au secteur de la santé PASS ;

**AFD** - Éducation jeunesse aux droits de l'homme

- iii. Pour garantir les **droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes**, l'Union européenne en Mauritanie et les États membres, ont fait le choix de viser trois objectifs dans leurs actions :

- *Amélioration de l'accès des femmes, dans toute leur diversité, au travail décent dans les secteurs non traditionnels*, en particulier les sciences, la technologie, l'ingénierie, les

mathématiques (STEM) et les secteurs dominés par les femmes, y compris la transition des femmes vers l'économie formelle et la couverture par des systèmes de protection sociale non discriminatoires et inclusifs ;

- *Amélioration de l'accès des femmes dans toute leur diversité aux postes de direction* au niveau politique et dans les secteurs et les forums sociaux et économiques ;
- *Réduction des disparités entre les sexes* en matière de scolarisation, de progression et de maintien à tous les niveaux de l'éducation et de la formation tout au long de la vie pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons

Différentes actions financées par l'Union européenne et par les États membres permettront d'avancer vers l'atteinte de ces objectifs :

**UE** - PROMOPECHE (BIT, AECID, GIZ); SAFIRE; PECOBAT;

**AECID** - Projet employabilité des jeunes (femmes et hommes) ;

**SCAC** - FAJR ;

**GIZ** - CorMCT ;

- iv. Pour **promouvoir l'égalité de participation et le leadership** l'Union européenne en Mauritanie et les États membres, ont fait le choix de viser trois objectifs dans leurs actions ;

- *Créer les conditions propices à une participation égale des femmes, des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité, à la prise de décision,*
- *Les femmes et les filles, dans toute leur diversité, ont amélioré leur accès à la justice afin de préserver leurs droits civils et politiques ;*
- *Amélioration des systèmes de collecte de données de qualité, ventilées et comparables au niveau mondial sur la participation politique et la direction des femmes.*

Les actions suivantes financées par l'Union européenne et les États membres permettront d'atteindre ces objectifs :

**UE** - Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ) ;

**AECID** - Projet observatoire égalité de genre ; projet de lutte contre les violences basées sur le genre à travers le renforcement de la cellule genre du ministère de la justice ;

**GIZ** - ProDeF ;

- v. Pour relever les défis et explorer les possibilités ouvertes par la **transition verte et la transformation numérique**, l'Union européenne et les États membres en Mauritanie, ont fait le choix de viser deux objectifs dans leurs actions :

- *Dans toute leur diversité, les femmes participent de plus en plus à l'emploi et ont amélioré leur accès à l'emploi, aux possibilités d'entrepreneuriat dans l'économie verte et à l'économie circulaire,*

- *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons reçoivent et utilisent de la même manière la culture numérique publique*

Ces objectifs sont visés dans les programmes et projets suivants:

**UE** - PROMOPECHE (AECID, BIT, GIZ); PECOBAT; SAFIRE;

**AECID** - Employabilité des jeunes (femmes et hommes) ; Autonomisation des femmes – projet économie sociale et solitaire ; Observatoire d'égalité de genre ;

**GIZ** - ProDeF ;

**SCAC** - Education aux droits de l'homme ;

#### **4. Engager un dialogue en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes**

A l'instar des points du dialogue politique amorcée en 2019, les sujets portant promotion de l'égalité de genre, des droits de la femme et de la lutte contre les violences basées sur le Genre feront l'objet du dialogue formel et informel du Team Europe avec les instances gouvernementales mauritanienne. A cette fin notamment, une attention particulière est accordée au passage prochain et l'adoption potentielle en novembre 2021 devant l'Assemblée du Projet de Loi de Lutte contre la Violence Faite aux Femmes et aux Filles. Par ailleurs, l'autonomisation de la femme, notamment sa place dans la prise de décision, son inclusion en vue de son indépendance financière et l'entrepreneuriat féminin, ainsi que la lutte contre toutes formes de violences basées sur le genre, demeurent des domaines dans lequel l'engagement est partagé avec tous les EM en Mauritanie, et des concertations sont poursuivies de manière régulière également avec les Etats membres non-résidents en Mauritanie.

L'UE participe activement au dialogue inclusif avec la Société civile dans le cadre de la Feuille de Route Société Civile. Dans le contexte de l'adoption de la nouvelle loi sur les associations, ce dialogue vise notamment à faciliter et accompagner la SC dans le processus de dialogue avec le gouvernement, et à encourager la SC à réaliser une analyse du projet de loi et à construire des revendications cohérentes et suffisamment élaborées (par eux-mêmes) qui puissent être prises en compte.

Dans son engagement et soutien au G5 Sahel, l'UE poursuivra aussi un dialogue régulier avec les instances de gouvernance et différents opérateurs du G5 y inclut la Plateforme des Femmes du G5 Sahel. Celle-ci regroupe toutes les catégories socio-professionnelles, constitue un cadre de dialogue et de plaidoyer privilégié. Les femmes y sont davantage mises en avant dans la poursuite de l'objectif de sécurité, de paix et de développement.

Au surplus, la dimension genre occupe plus encore une place importante dans les politiques de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Ce cadre tend à appuyer la consolidation de la paix et de la sécurité. Parallèlement, dans le cadre des projets soutenus en appui de la société civile, une place privilégiée est accordée à l'implication des filles et des femmes à différents niveaux de mise en œuvre (Projet de Prévention de Conflit et Dialogue Interculturel en Mauritanie, Projet de Promotion de l'Entrepreneuriat des Femmes qui commence en janvier 2022, Cadre de Coordination Régionale des Femmes sous l'égide du programme RACC).

La DUE s'impliquera également dans différentes actions et consultations régulières avec les EM et la Société Civile dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la nouvelle Feuille de Route pour Société Civile, pour renforcer et optimiser le dialogue inclusif thématique lancé en 2018 qui a permis l'appui méthodologique au plaidoyer des OSC dans le cadre du Projet de Loi pour la Lutte contre La Violence Faite aux Femmes et aux Filles.

### **5. Activités de sensibilisation et autres activités de communication/diplomatie publique**

En complément aux actions de communications et visibilité liées à la lutte contre la violence faite aux femmes dont l'excision, la DUE va poursuivre ses efforts à travers notamment la continuité de la campagne nationale de communication « ALACH ÇA? Refuse-Parle-Agis » sur la thématique genre et santé (en appui au Programme National de Développement Sanitaire, menée préalablement en partenariat avec quatre ministères: le Ministère de la Santé, le Ministère de la Culture, de l'Artisanat et des Relations avec le Parlement, le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et du Sport et le Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille).

De nombreuses parties prenantes, tels que les prestataires professionnels en communication ainsi que les médias, artistes locaux et organisations de la société civile et les jeunes garçons et les jeunes filles devraient aussi être impliqués dans cette campagne, ainsi qu'à différentes étapes de promotion et de sensibilisation sur l'égalité de Genre.

Par ailleurs, dans le cadre de l'appel à propositions 2020 d'appui à la société civile et aux droits humains, un appui supplémentaire est consacré à la prévention, la sensibilisation à la lutte contre la violence basée sur le genre. Le projet sera lancé en 2022 et assurera l'accompagnement renforcé des victimes de violence dans le cadre d'une approche holistique qui implique les secteurs hospitaliers (USPEC), juridique, et les représentants de la police.

### **6. Facilité de coopération et/ou ressources financières allouées pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III**

Une personne a été recrutée pour six mois afin de soutenir l'élaboration du GAP III au niveau national et aussi pour la mise à jour de l'analyse genre 2017 de la l'Union européenne en Mauritanie.

Des ressources financières supplémentaires pourront être mobilisées, à travers différents projets et à travers la facilité de coopération technique du Programme indicatif multi annuel de la Mauritanie 2021-2027, pour la mise en œuvre de certaines activités du plan d'action et pour son suivi évaluation.

*Date:* .....

*Signature du Chef de Délégation:* .....